

De la modernisation dans les zones arides marocaines : esquisse pour une approche anthropologique

Kamil H.

in

Jouve A.-M. (ed.).
La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29

1997
pages 235-242

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI971518>

To cite this article / Pour citer cet article

Kamil H. **De la modernisation dans les zones arides marocaines : esquisse pour une approche anthropologique.** In : Jouve A.-M. (ed.). *La modernisation des agricultures méditerranéennes (à la mémoire de Pierre Coulomb)*. Montpellier : CIHEAM, 1997. p. 235-242 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 29)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

De la modernisation dans les zones arides marocaines : esquisse pour une approche anthropologique

Hassan Kamil

Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat (Maroc)

Résumé. Les zones arides et sahariennes du Maroc connaissent des changements profonds. Une analyse stratégique fait ressortir des attitudes innovantes des acteurs. A Missour, elles prennent naissance en réitérant un discours de solidarité ethnique, et aussi en mettant à profit des rapports de clientèle individuels avec l'administration locale et même avec les opérateurs de développement.

L'émergence des acteurs dans l'arène locale peut être également une étape transitoire en vue d'une insertion plus certaine dans le marché national. C'est le cas du Sahara occidental, où de fortes restructurations tribales favorisées par la conjoncture politique de la région engendrent, en modifiant l'équilibre du champ social, des évolutions imprévisibles.

Dans les deux cas, la modernisation prend appui sur la mobilisation des ressources diverses : individuelles, symboliques, ethniques ou conjoncturelles. La question qui reste posée est celle de la durabilité d'un tel processus.

Mots clés. Modernisation - Zones arides et sahariennes - Stratégies des acteurs - Maroc.

Introduction

Il est vrai que le monde rural, au Maroc, a connu des mutations importantes depuis l'indépendance. Cette dynamique devait être certainement à l'oeuvre depuis longtemps. Opérer, déjà, une périodisation du changement apparaît comme une entreprise non fondée. De longs et fructueux débats ont animé les recherches sur le monde rural. La question était de déterminer le mode de production au Maroc. Ainsi, les points de vue ont été partagés entre un mode de production féodal, makhzénien, etc. Ce débat a intéressé non seulement les chercheurs mais également les partis politiques qui y ont pris part. La question qui a le plus focalisé d'effort est celle de la réforme des structures foncières et le réaménagement d'institutions rurales. A cette période-là, la notion de paysannerie offrait un modèle intégrateur de tout discours sur la modernisation. En effet, la diversité des situations et des structures rurales a été réduite à quelques types.

Durant la même période, de gros efforts ont été déployés tant au niveau de la formation des cadres nationaux, avec notamment la création de l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, qu'au niveau des opérations de modernisation à l'échelle nationale, notamment l'Opération Labour et l'Opération Engrais. Une autre question qui n'a cessé d'engendrer beaucoup de controverses est celle des périmètres irrigués et la création de fermes d'État, destinés à être résolument des foyers de modernisation.

En somme, la prise en charge par les Marocains de leur indépendance les a mis en face de grands choix, souvent urgents. Il n'en demeure pas moins que plusieurs thèses ont essayé, souvent de façon maladroite, de transposer dans un débat théorique des réalités très peu étudiées de façon concrète.

I – Tradition et modernisme dans le monde rural

Nous signalons un écueil, pour le moins persistant, c'est celui qui a servi à figer le monde rural en deux secteurs antinomiques mais liés dans une option déontique. Le couple dual secteur moderne/secteur traditionnel, qu'on le veuille ou non, instaure une vision évolutionniste et réductrice des dynamiques en jeu dans la campagne marocaine. Or, en emboîtant le pas à Popp, on peut dire que cette dichotomie recouvre plusieurs dimensions : chronologique, à travers l'opposition ancien/nouveau, culturelle représentée par les couples marocain/européen ou primitif/prometteur, technologique érigeant le retard des techniques indigentes par rapport aux techniques avancées, socio-économique identifiant le secteur traditionnel à la production pour la subsistance dans un genre de vie tribal, et le secteur moderne à l'orientation capitaliste de la production vers le marché, enfin une dimension qui met en oeuvre les aspects précédents : il s'agit des choix de politique de développement qui, en reconnaissant le dynamisme et la capacité d'innovation au secteur dit moderne, tente d'éliminer le secteur traditionnel, affublé de retard et de réticence au progrès. Néanmoins, on est en droit de penser que c'est parce que «dans le terme 'traditionnel', une composante émotionnelle négative est véhiculée, tandis que l'agriculture moderne résonne positivement» (Popp, 1989), que l'on assimile hâtivement modernisation et intensification.

L'analyse éloquent que font M. Ayad et J. Le Coz (1991) de l'expérience du Maroc en matière de grande hydraulique, et en particulier de l'expérience emblématique du périmètre irrigué du Gharb, les amène à conclure qu'il s'agissait d'assurer impérativement, et non sans dégâts, la transition de l'ordre tribal à l'ordre hydraulique. On n'a pas manqué d'entendre des discours sur le fatalisme paysan, sur la nécessité de convertir la paysannerie en la modernisant. Ce discours s'est appuyé sur la typologie d'exploitations agricoles. Or, «*toute analyse typologique se présente en réalité comme une déclaration implicite de stabilité/stagnation sociale*» (Etienne, 1975), au moment même où l'on fait l'impasse sur la notion d'exploitation et de propriété.

Bien loin des représentations imbues de préjugés, enfermant le monde rural dans l'inertie et le monolithisme, ce dernier recèle des réalités diverses. Un des domaines qui a très peu bénéficié d'un intérêt particulier est celui du nomadisme, et plus particulièrement de l'élevage en zones steppiques et sahariennes. Plusieurs raisons sont à la base d'un tel écueil. «*La définition du nomadisme doit semble-t-il passer par l'étude des relations sociales et politiques, liant d'une part les nomades entre eux et, d'autre part, les nomades à l'extérieur ; elle doit tenir compte de la (ou des) finalité(s) de l'activité pastorale et des différentes conditions objectives à travers lesquelles se reproduisait l'ensemble de ces relations*» (Boukhobza, 1982, p. 39).

II – Pastoralisme en zones arides

Nous avançons la thèse que l'élevage dans les zones arides et sahariennes connaît une dynamique de restructuration continue. C'est un truisme que de n'y repérer que peu de possibilités d'amélioration purement techniques. La chaîne opératoire relève d'un tout autre ordre que celui des cultures ou des élevages en stabulation. Faut-il rappeler que ce qui fonde le nomadisme est un processus de mobilité et de flexibilité. L'appropriation de l'espace revêt plusieurs aspects : espace parcourable, territoire, espace exploitable, etc. Ce rapport est mis à profit et est médiatisé par l'animal. C'est ainsi qu'apparaît la complexité de la trilogie Homme-Animal-Milieu-Homme, qui ne peut être saisie que par le concours de plusieurs disciplines. C'est cela que met en exergue Pascon (1980) lorsqu'il affirme: «*En fait, comme toute activité économique – et le pastoralisme est plus que cela – il n'est pas possible d'accéder à la compréhension d'un phénomène en l'isolant du tout dans lequel il baigne. Il n'est pas possible non plus de saisir une réalité en ignorant comment elle s'est faite et quelle est son histoire récente – celle qui est dans la mémoire de tous les acteurs. Enfin, il n'y a pas de compréhension d'un système de production comme le pastoralisme sans une étude très libre des rapports sociaux concrets et vivants.*»

Il est impératif de considérer sous un angle nouveau les dynamiques des sociétés pastorales. Par la force des choses, de larges régions du «*Sahara maghrébin qui, longtemps, furent marginalisées, sont aujourd'hui intégrées par le développement agricole, tant privé qu'officiel, au Maghreb dit "utile", et c'est la grande nouveauté que ce "poids" du désert dans les constructions nationales*» (Bisson, 1992).

Je me baserai sur deux situations, pour mieux expliciter mon objet d'étude. Le premier concerne le Sahara occidental, où on assiste à des mutations profondes, par une refonte des structures sociales existantes, et ce, à travers l'instauration de rapports de clientèle d'un genre nouveau. Le deuxième exemple concerne les Ouled Khawa, tribu nomade du Maroc Oriental, avec laquelle j'ai séjourné en 1991, et sur laquelle je continue de mener mes recherches.

1. Cas du Sahara occidental

Il est vrai que le Sahara occidental a connu une histoire mouvementée : jadis, voie de transits caravaniers reliant de grands centres commerciaux au Maroc, en Mauritanie, au Mali et en Afrique noire ; espace géostratégique dont les ports ont été fort convoités par les forces coloniales telles que l'Espagne ou le Portugal, il tomba sous le joug colonial espagnol dès la fin du siècle dernier. Enfin, c'est la convention de Paris, signée en 1900 entre la France et l'Espagne, qui délimita les zones contrôlées par les deux puissances ; la France garantissait ainsi «*les droits de l'Espagne sur une vaste zone saharienne comprenant du sud au nord : le Rio de Oro, la Séguiet el Hamra, enfin, le territoire situé entre le parallèle 27°40' et le cours de l'oued Draâ*» (Gaudio, 1976, p. 101).

Dès lors le Sahara occidental, charnière entre le Maroc et l'Afrique subtropicale, fut considéré malgré l'affrontement intense et continu avec la population autochtone, comme une province espagnole. La révolte dès le début du siècle du Cheikh Ma-el-Aïnine, la constitution de l'Armée de Libération appuyée par le Maroc et les soulèvements fréquents de la population irritaient le pouvoir colonial. Les ripostes ont été souvent meurtrières. L'opération Écouvillon, menée conjointement par l'armée espagnole et l'aviation française contre l'Armée de Libération, a été étendue à la population nomade et décima le troupeau camelin.

En dépit de ces tentatives d'asservissement des populations, et leur prolétarianisation en les cantonnant dans le triangle mines de phosphate, agglomérations urbaines et pêches côtières, les nomades ont su sauvegarder leur mode de vie, dans le cadre d'un ordre tribal fait de coercition et d'alliance entre les grandes fédérations, notamment les Rgaybats, les Tekna, les Ouled Dlim et les tribus maures. On ne peut comprendre les stratégies complexes qu'en jetant, même de façon hâtive, un regard sur l'histoire sociale de la région. Ainsi, se dégageront les modalités d'appropriation de la modernisation, considérée comme un enjeu de pouvoir, et son insertion dans les rapports sociaux. On ne peut, bien entendu, occulter les enjeux politiques et économiques à l'échelle nationale ou internationale, comme le relevait déjà Berque en 1978 : «*Que l'on regarde par exemple ce qui se passe en ce moment dans ce coin de Sahara que vient d'évacuer l'Espagne ; il s'y joue un jeu qui visiblement n'est à la mesure ni de ce morceau de Sahara, ni même des Etats avoisinants, mais c'est le monde dans son ensemble, c'est la totalité mondiale qui essaie de se réinvestir sur ces coins de terre saharienne...*»

Nous nous intéresserons aux rapports tribaux internes, susceptibles d'être saisis dans une analyse anthropologique, en nous limitant aux deux fédérations des Rgaybats et des Tekna.

A. Emergence des Rgaybat

Olivier Vergnion (1986) rappelle que «*En 1896, Tindouf, petite cité de la tribu des commerçants pasteurs et guerriers Tadjakant était investie une bonne fois pour toutes par un ensemble de fractions de la puissante confédération Réguibat. Cette ultime attaque marquait la fin d'un long affrontement entre Réguibat et Tadjakant*».

De fait, les Rgaybat constituaient une grande fédération. Ils se disent les descendants d'un ancêtre éponyme, Sidi Ahmed Ar Rguibi, d'origine maraboutique. En fait, ils sont connus par leur razzias qui ont étendu leur influence jusqu'au fleuve Sénégal, disputant ainsi le contrôle d'un espace pastoral vaste aux autres confédérations maures. Grâce à une idéologie unitaire centripète intégrant tous les groupes allochènes, par opposition à ce qui se passe dans d'autres tribus nomades, où un mouvement centrifuge jette à la périphérie les exclus de l'ordre nomade, ils ont pu forger une puissance régionale qui a pu s'imposer comme une force indéniable. Bien entendu, ce qui a renforcé leur système socio-politique, c'est un système de chefferie, basé plus sur un code de l'honneur que sur une idéologie génétique de l'arabité ou de l'islamité, comme c'est le cas chez plusieurs tribus maures. Leur pouvoir s'est vu consolidé par l'affaiblissement, dès le siècle dernier, des Tekna.

B. Décadence des Tekna

La confédération des Tekna, composée de quatorze tribus d'origine berbère, avait connu, dès la seconde moitié du XIXe siècle, un bouleversement de ses structures. Les Tekna, grands courtiers du désert, ont vu périr leur commerce saharien. En effet, ils avaient sous leur contrôle les axes principaux du commerce caravanier reliant la Mauritanie, Tindouf, le Tafilalet et l'oued Noun. Mais la création de comptoirs dans les marchés septentrionaux par les Européens, grâce à l'ouverture de voies maritimes, causa le déclin du commerce transsaharien. *«La presque totale disparition du commerce caravanier, conséquence du développement du commerce maritime, a provoqué la désarticulation profonde de la dynamique économique interne, d'où le rétrécissement de l'espace Tekna, puisque les nomades ont immigré vers le nord»* (Naimi, 1986). Or, après la prise définitive de Tindouf par les Rgaybat, c'est Goulimine qui devint le centre principal du commerce caravanier, accompagné par un repli des Tekna. Tous les deux mois le marché d'Amoghgar se tenait à Oued Noun, auquel participaient les tribus maures du Sahel.

Depuis, les Rgaybat, désignés comme guerriers farouches et grands connaisseurs du désert en sont devenus les propriétaires incontestables ; ils garantissent aux autres tribus, auxquels ils sont liés par des pactes de non violence, le droit de pacage.

2. Récupération du Sahara occidental et dynamiques sociales

A partir de 1975, suite au départ précipité de l'Espagne et au partage du territoire entre le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie, *«des populations entières sont devenues des réfugiés miséreux, des néo-prolétaires réticents ou des citoyens abasourdis. Toutes les données de l'écologie humaine du Sahara occidental ont ainsi changé en trois ans et l'évolution des ethnies n'a plus suivi son tracé naturel»* (Gaudio, 1993). Au Sahara, l'émergence de nouveaux intérêts et de nouveaux enjeux ont induit une indéniable restructuration sociale, dans une stratégie d'alliance où l'ordre tribal a été bouleversé. Cependant, s'il est incontestable que la guerre a modifié le poids des acteurs politiques et sociaux, on ne dispose pas d'études précises sur l'évolution des troupeaux, avec le rétrécissement des pâturages, désormais lieux de manoeuvres militaires et de batailles. La société bédouine a été déstabilisée par les mouvements de guérilla réunis sous la bannière du Front Polisario, qui bénéficiait du soutien politique et logistique de l'Algérie. Le climat d'insécurité a poussé les nomades à abandonner leur pratiques séculaires de transhumance et à se sédentariser.

Mais, la construction des murs de défense par le Maroc, instaurant un retour à la sécurité, provoqua un autre bouleversement qui affecta la zone après la réouverture des pâturages à l'élevage. En effet, malgré une décennie d'interruption de toute activité nomade, hormis quelques élevages de caprins dans les habitations des villes, El Ayoun, Smara, Boujdour, Dakhla, Bir Anzarane, etc., les populations étaient marquées profondément par le mode de vie pastoral. D'après nos entretiens avec la population, le nomadisme était plus qu'une activité socio-économique ; il représentait, en plus, un mode de vie auquel s'identifient les tribus sahraouies, qui tout en continuant à vivre sous les tentes de laine confectionnées par les femmes, utilisent les *Land Rover* pour l'abreuvement des troupeaux et pour le repérage des lieux de pâture. Aujourd'hui, les éleveurs chameliers entretiennent, semble-t-il, un élevage très moderne. Il l'est par la complexité des facteurs pris en considération, par l'ensemble des pratiques d'élevage et de mobilité dans un milieu écologique hostile. Il y a une réadaptation rapide aux mutations actuelles. On observe même le recrutement de bergers, venant de Chiadma et de Rehamna, avec adaptation d'un élevage ovin et utilisation de tentes en toile plus légères.

Jean Bisson et Yann Callot (1986) avaient relevé, en se limitant au Sahara algérien, la même ruée vers le pâturage ; ainsi *«quelques tribus de l'Atlas Saharien ou des hautes Plaines, tels les Ouled Naïb (de la région de Djelfa, plus à l'est), qui ont gardé une cohésion et une richesse suffisante pour acquérir des moyens modernes de déplacements leur permettant d'être au plus vite dans les secteurs de bons pâturages. Leur technique – on serait tenté d'écrire «leur tactique» – est simple : une reconnaissance avec des véhicules tout-terrain permet de repérer les bons pâturages, même lointains. Puis le groupe entier, accompagné de troupeaux, arrive en camion et s'installe avant tous les autres nomades sur les meilleurs endroits...»*. Et les auteurs de conclure : *«Et, ce que les politiques n'ont pu réaliser, ce sont les conditions météorologiques qui s'en sont chargées... mais dans une toute autre direction, car ce sont les groupes nomades les plus puissants, économiquement et financièrement, qui ont su conforter leur prééminence.»*

Dans le cas du Sahara occidental, la reprise de l'élevage ne peut être imputée totalement à un programme d'innovations par les services publics, et ce en dépit d'un discours officiel qui met au devant de la scène une volonté de revigorer ces territoires et d'un effort de développement de l'élevage camelin, par l'importation annuelle de plus de 2 000 têtes à partir de la Mauritanie. Ce discours a eu, cependant, une portée politique profonde. Il s'est agi de la création d'un ordre nouveau, avec de nouveaux acteurs. D'abord la contrebande légalisée dans le Sahara occidental avec les îles Canaries, a permis l'émergence de nouvelles fractions, défavorisées dans l'ordre tribal ; des commerçants appartenant à Aït Baamrane, Aït Oussa ou Aït Lahcen avaient la possibilité d'importer en franchise tous les produits des Canaries. En outre, les provinces sahariennes bénéficiaient d'un fonds spécial destiné à promouvoir leur développement. L'État marocain prenait en charge le paiement des frais de douane, les subventions aux revenus et à la consommation et facilitait les opérations d'investissements aux ressortissants des provinces sahariennes, soit au niveau local, soit dans les autres régions du Maroc.

Il apparaît que les changements intervenus au Sahara occidental résultent de conditions politiques et historiques particulières. Il s'agit, à n'en pas douter, d'un bouleversement sans précédent dans l'histoire de la région. La restructuration sociale n'a pas touché seulement les individus, mais a concerné l'ordre politique et social des tribus. Il serait plus juste de parler de restructuration tribale. En effet, plusieurs groupes ethniques ont su profiter d'un certain nombre d'avantages pour se projeter au devant de la scène politique, en exploitant les atouts de la modernisation : création de pépinière cameline, organisation de réseaux de commercialisation de caprins et camelins en les orientant vers des marchés internes. L'élevage camelin, première source d'accumulation, a ainsi ouvert la voie à toutes sortes de spéculations. Il est vrai qu'il y a aussi élargissement du champ social et de l'influence des nouveaux riches, qui commencent timidement à investir la spéculation foncière, la pêche le long des côtes sahariennes, le secteur hôtelier et à s'intégrer au réseau commercial et au tissu économique national, notamment à Casablanca et à Agadir. Mais d'un autre côté, on assiste à une revendication forte de leur part d'une identité sahraouie «*Aarab*», qui est le garant de toute légitimité sociale ou politique dans la région. Or, il n'échappe pas aux nouveaux acteurs que la légitimité demeure du côté des grandes confédérations, notamment les Rgaybat, qui déjà, dans les années cinquante, avaient amorcé un mouvement de libération, alors qu'ils «*ne parvenaient pas à comprendre comment ils se trouvaient encore sous le joug du colonialisme et pourquoi les pays frères toléraient la présence sur leur sol*» (Gaudio, 1993, p. 43). Le règlement définitif de la question du Sahara serait à même de projeter à nouveau au premier plan les tribus puissantes maraboutiques ou de tradition guerrière, dépassées momentanément par les jeux d'alliance et de clientèle en cours mais forte d'une population plus nombreuse, en partie cantonnée dans les campements de Tindouf et détentrice d'une prééminence historique, si l'on se place dans le cadre idéologique local.

On assiste actuellement, semble-t-il, à un redéploiement des fractions Tekna à l'intérieur du Sahara occidental. Or, cet ensemble ethnique est basé stratégiquement sur «*le contrôle de l'économie du Sahara atlantique et l'assimilation de toutes les tentatives externes visant sa dislocation. C'est ce que confirme la préservation des Tekna de leur prérogatives et leurs avantages économiques, agricoles et démographiques*» (Naimi, 1992).

A. Exemples d'innovations

Les portraits de deux éleveurs que j'ai enquêtés en 1993 permettront d'appréhender quelques stratégies mises en oeuvre :

- Le premier est un éleveur né d'un père maure appartenant à une tribu maraboutique, les Ida Ou Ali, réputée en Mauritanie pour sa tradition savante. Au décès de son père, ses oncles maternels, des Ouled Dlim, s'occupèrent de son éducation. Ayant constitué une fortune à Oued Eddahab, du temps où elle faisait partie de la Mauritanie, il recrutait ses clients et associés parmi les Ouled Dlim, et s'adonnait au commerce de tout genre : toile, tissus, gomme arabique, dromadaires, etc. Jeune, n'ayant pas reçu un enseignement religieux, il ne pouvait réintégrer la tribu des Ida Ou Ali, qui se réclament d'origine chérifienne, et où ascensions et chutes sont fréquentes, et sont un capital à réactualiser par une adhésion aux valeurs savantes et religieuses. En tous cas, K..., après la récupération de Oued Eddahab, a cherché à entretenir des relations avec les Mauritaniens ayant rejoint le territoire marocain qui, certes, dans leur majorité occupent des positions importantes dans l'administration marocaine, en réitérant, bien entendu, son attachement à son ascendance paternelle. Ce qui lui a per-

mis d'avoir quelques avantages (concession pour l'exploitation de moyens de transports en commun, permis de construire, facilités de crédit bancaire). Ensuite, il s'est lancé dans la construction d'hôtels à Dakhla, qui est en passe de devenir une des plus grandes villes touristiques du Sud, et a été élu au parti du Mouvement Populaire. Conscient des avantages qu'offre un parti, il m'a déclaré que ceci lui permettait, surtout, d'avoir accès à l'administration locale et d'entretenir de bonnes relations avec les autorités locales, ce qui facilite grandement le bon déroulement de ses affaires. Selon lui, sa fortune provient de son troupeau de dromadaires – plus de deux mille têtes, d'une valeur supérieure à 20 millions de dirhams –, gardés par plusieurs bergers, et dont la gestion est assurée par les membres proches de la famille. Il s'est lancé récemment dans l'agriculture sous serre, mais aussi dans la pêche, ayant pu profiter des autorisations de pêche délivrées par le gouvernement mauritanien. A l'heure actuelle, il possède deux chalutiers de pêche qu'il gère par l'intermédiaire de ses proches.

- L'autre éleveur est un commerçant enrichi par la contrebande avec Las Palmas ayant récupéré un grand taxi qu'utilise son fils. Il a même pu occuper une maison de colon espagnol, tout autant que beaucoup d'autres Sahraouis, à la suite de la récupération du Sahara. Il a pu développer un élevage camelin assez important qui se chiffre à plus de 150 têtes. Or, appartenant à la tribu des Aït Lahssen, située principalement à Glimime, de tradition agraire, il a pu se procurer quelques hectares à Fim Loued, près d'El Ayoun, où se développe, grâce aux forages, une agriculture intensive. Il s'est même lancé dans l'agriculture près de Dakhla, où les acquisitions de terrains (auparavant réservés à la tribu des Ouled Dlim, qui a vu sa prééminence diminuer, alors qu'au début les leaders politiques et même les chefs d'autorité locale en étaient issus) ont été encouragés dès 1983.

Nous relevons donc que les régions du sud ouest sont en train de connaître des mutations profondes. Les vastes parcours, longtemps abandonnés, permettent désormais de constituer des capitaux énormes et de financer des secteurs aussi variés que la pêche, le tourisme ou l'agriculture. La modernisation est matérialisée par la motorisation de l'élevage camelin et caprins, par la création de points d'eau ou le transport d'animaux dans les *Land Rover*, par le recrutement de nouveaux bergers venus des régions sud du Maroc (remplaçant les anciens esclaves. Mais il y a d'abord eu l'établissement de nouvelles alliances, où l'initiative individuelle prend toujours appui sur les solidarités du sang et sur les possibilités de l'émergence de leaders politiques solidement ancrés dans le système politique marocain. Ce sont les fractions les plus démunies qui ont pu profiter d'une situation de créativité de fait offerte par le gouvernement marocain. Les Rgaybat et les Arrousyiine ont été peu favorisés sur l'échiquier politique et économique, ce fut le cas par la suite des Ouled Dlim.

3. Restructuration sociale et rapports de clientèle chez les Ouled Khawa

Cette deuxième réflexion prend place dans une recherche menée depuis 1991 sur l'élevage dans une tribu de pasteurs nomades : les Ouled Khawa de Missouri. Cette tribu est constituée de cinq fractions, d'origines différentes et, probablement, s'étant liguées auparavant contre les tribus limitrophes. Subsistent actuellement des marqueurs identitaires à l'égard des ethnies les plus proches spatialement. Ceci appelle deux remarques afin de relativiser la portée de leurs discours de solidarité, qui porte plus sur une appropriation d'un territoire qui s'étend sur plus de 140 000 ha. Cette appropriation, en terme d'occupation et d'exploitation, d'un parcours enclavé requiert un discours identitaire et d'affiliation à la tribu, dont on ne retrouve que les manifestations. Quand aux raisons idéologiques, elles sont absentes. En effet, la tribu ne reconnaît pas son origine dans un mythe fondateur, ne prétend pas avoir une origine putative ou guerrière, contrairement à ce que l'on peut rencontrer chez d'autres tribus. En plus, le modèle segmentaire ne rend pas compte de la réalité, il ne s'agit guère de segments en équilibre politique et où le rapport de force est institutionnalisé. L'absence de toute instance représentative, en l'occurrence la *jmaâ*, met en doute, ici et peut-être ailleurs encore, toute prétendue solidarité tribale. C'est en partant de faits vécus que j'ai questionné les pratiques réelles et relevé leur décalage par rapport au discours avancé par les Ouled Khawa. Il existe un très fort discours d'altérité d'une fraction à l'égard des autres, au moment même où on reconnaît à tout ayant-droit, donc tout membre de la tribu, la possibilité d'accès, sans discrimination, au pâturage. Or, la réalité contredit cela, puisque il y a une distribution ethnico-spatiale. Chaque fraction se reconnaît un territoire bien défini. Et, derrière un discours d'égalitarisme, se cachent des relations qu'on a coutume de réduire à des rapports de solidarité, ou d'*assabiya* selon Ibn Khaldoun, alors qu'elle sont surtout traversées par des rapports de clientèle, s'étendant jusqu'aux autres fractions ou mêmes tribus. Ceci introduit, à n'en pas douter, un paradoxe consistant en la combinaison d'initiatives personnelles et de contrainte collective. Toutefois, il apparaît que la gestion collective ne

s'oppose en rien à la primauté des intérêts individuels. Or, comme le signale Kerbout (1994) «*depuis l'indépendance, le moyen Atlas et le bassin de la Moulouya n'ont pas... été prioritaires dans la politique de développement et, exception faite de quelques minimes et disparates interventions des pouvoirs publics, aucun programme de développement d'envergure n'a été réalisé.*» Il est alors nécessaire de jeter un regard critique sur l'application des actions techniques «*idéologiquement "neutres" sur un univers soumis à des contradictions objectives impossibles à contenir par des actions ponctuelles.*» (Boukhobza, 1982).

La cohésion sociale, se nourrissant d'une idéologie héritaire, cache des stratégies complexes qui ne s'épuisent ni dans la formulation que mettent en avant les acteurs, ni dans les programmes élaborés par les développeurs. Maîtriser l'évolution des zones arides exige la connaissance des réalités objectives de l'enchevêtrement de l'initiative individuelle, de l'ordre tribal et de l'ordre administratif.

C'est dans ce sens que j'ai entrepris mes recherches sur le terrain. Je ne peux rendre compte que de quelques résultats préliminaires. D'abord, je l'ai signalé plus haut, dans cette région, on est confronté à des difficultés d'ordre méthodologique et pratique. L'élevage en zones steppiques n'a été abordé qu'avec une visée déclarée ou implicite de sédentarisation. Je ne m'arrêterai pas sur les raisons politiques d'une telle démarche, pour dire que la démarche trop volontariste qui vise la privatisation des terres collectives, leur conversion en terrains labourables, malgré leur fragilité écologique, pêche par l'insuffisance d'une vision à long terme de la dynamique des zones arides ou semi-arides. La modernisation, dans ce cas, s'est traduite par des interventions directes sur le milieu naturel, labour, bornage, mise en défens, semis, etc. Il est surprenant de remarquer que ni les stratégies des acteurs, ni la dynamique sociale et les logiques paysannes n'ont été suffisamment élucidées par les chercheurs et les aménagés. La nature même des interventions dans ces régions doit être explicitée car le développement pastoral «spontané» met ainsi en évidence des phénomènes de domination, d'inégalité, sur lesquels le développement programmé ne peut se contenter de porter un jugement moral car il est lui-même politiquement déterminé et n'est pas à l'abri des rapports de force sociaux et politiques qui sont la réalité des sociétés pastorales concernées» (Bonte, 1984).

Quelle modernisation adopter ?

On est en droit de se demander quels effets entraînent les élections communales de 1993 et la politique des services locaux techniques et d'autorité sur les Ouled Khawa et quelle voie ouvrent-elles aux initiatives individuelles, aux nouveaux rapports d'alliance. Dans ces conditions, quel serait l'avenir des zones pastorales sahariennes, après le règlement de la question de son appartenance au Maroc, et la modification du jeu politique qui se base actuellement sur des alliances conjoncturelles, visant le renforcement de tribus plus liées historiquement et politiquement à l'Etat marocain. C'est en ce sens que les manifestations de la modernisation demeurent sujettes aux modifications des rapports de force, d'une part entre les groupes sociaux et, d'autre part, avec l'Etat.

Références

- Ayad M., Le Coz J. (1991). Vers une nouvelle ère hydraulique au Maroc. *Espace Rural*, 25:15-41.
- Berque J. (1978). Identités collectives et sujets de l'histoire. In : *Identités collectives inter-culturelles*. Ed. Complexe, Paris.
- Bisson J. (1992). Sahara maghrébin et développement. *Monde arabe Maghreb-Machrek*, 13 :79-106.
- Bisson J., Callot Y. (1986). Des monts des Ksour au grand erg occidental : adaptation ou disparition de la vie nomade ? *ROMM*, 41-42:357-377.
- Bonte P. (1984). Chronique sur le développement pastoral. In : *Production Pastorale et Société*, 15:121-129.
- Boukhobza M. (1982). *L'agro-pastoralisme traditionnel en Algérie : de l'ordre au désordre colonial*. Offices des Publications Universitaires, Alger.
- Etienne B. (1975). Problèmes agraires au Maghreb : la paysannerie dans le discours et dans la pratique. In : *AAN*, Ed. CNRS, pp. 3-44.
- Gaudio A. (1978). *Le dossier du Sahara occidental*. Nouvelles Editions Latines, Paris.
- — (1993). *Les populations du Sahara occidental : histoire, vie et culture*. Karthala, Paris.

- **Kerbout M.** (1994). L'évolution récente de la population rurale dans le Moyen Atlas et le bassin de la Moulouya. In : *Mutations socio-spatiales dans les campagnes marocaines*, série Colloques et Séminaires, 28:95-106.
- **Naimi M.** (1986). Nomades-sédentaires dans l'évolution historique de l'ensemble confédéral Tekna. *BESM*, 157:139-154.
- — (1992). *Les principales préoccupations des Rgaybat*. Ed. IURS, Rabat.
- **Pascon P.** (1980). La compétition des éleveurs dans la région d'Azrou : essai de sociologie du pastoralisme. In : *Etudes rurales, idées et enquêtes sur la campagne marocaine*. Ed. SMER, Rabat, pp. 61-72.
- **Popp H.** (1989). L'opposition conceptuelle agriculture traditionnelle/agriculture moderne dans la géographie du Maroc : éléments d'une problématique. In : *La recherche géographique sur le Maroc : évaluation préliminaire*, Sér. Coll. et sém., Univ. Mohammed V, Rabat, pp. 71-80.
- **Vergniot O.** (1986). Tindouf, un point d'équivoque (1912-1934). *ROMM*, 41-42:119-135.

